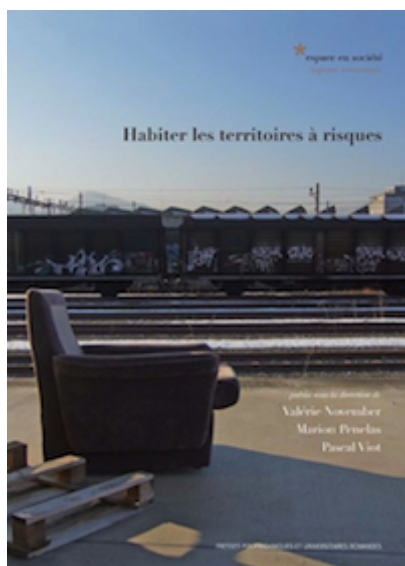


Penser les territoires à risques.

Valérie November, Marion Penelas, Pascal Viot (dir.), [Habiter les territoires à risques](#), 2011.

Par Patrick Pigeon



Le livre que publie Valérie November, professeure à l'École

polytechnique fédérale de Lausanne, avec l'aide de deux de ses collègues, rassemble 12 articles autour d'un projet clairement annoncé dès l'introduction (p. 7) : « constituer une véritable école de pensée sur les territoires des risques, soutenue par des bagages théoriques variés ». De fait, l'ouvrage est doté d'une cohérence d'ensemble autour de thèmes centraux qui incitent à des questionnements voisins, malgré les différences liées aux terrains abordés ou aux approches disciplinaires.

Parmi les thèmes centraux, on pourra identifier l'existence des « surprises », écarts entre ce qui est attendu des politiques, « projets d'aménagement » et leur « dénouement » (p. 10). Comme le formule très clairement Valérie November page 19, des décalages existent entre les efforts déployés et les « succès » de ces opérations. L'absence de linéarité se retrouve dans toutes les contributions de ce livre, entre les « surprises » de François Mélard (p. 40) et « l'inattendu » chez Julien Grisel (p. 233). On peut alors justifier de présenter la question sous la forme de la « récalcitrance », ce que cherche à promouvoir Valérie November (p. 20). Les « controverses » qu'abordent Sarah Whatmore et Stuart Lane page 142 peuvent aussi être rattachées à cet élément problématique majeur, qui est celui des limites des actions politiques, comme d'ailleurs de l'expertise, ou du raisonnement scientifique. Les surprises, l'inattendu, les limites favorisent

forcément les controverses.

Dans ces conditions, le deuxième point fondamental, sans qu'il y ait aucunement de hiérarchie dans cette présentation, car ces points constituent un ensemble, nous paraît être lié à la dynamique des risques et à leurs relations avec les territoires. Ce sont les limites, et surtout la volonté de les récupérer, qui constituent au moins un des moteurs d'évolution territoriale comme des efforts de raisonnement visant à les comprendre. Les risques apparaissent alors comme des composantes dynamiques de peuplement, coévoluant avec les territoires. C'est proche de ce que mentionne d'ailleurs Marie Augendre page 204 : « coévolution dialogique où risque et société contribuent à se transformer l'un l'autre ». Toutes les contributions insistent sur la nécessité d'une approche dynamique des relations entre les risques — quels qu'ils soient, au-delà de leur segmentation classique et si souvent contestée — et territoires. Julien Rebotier valorise (p. 83) la territorialisation des risques, Sandrine Revet montre combien les risques constituent un moteur d'urbanisation. Ce type de lecture peut se retrouver aussi bien au Japon (Marie Augendre) qu'en Europe occidentale, du Valais (Gondo, Julien Grisel) en passant par le couloir de la chimie à Lyon (Emmanuel Martinais) jusqu'aux plaines languedociennes, avec Cuxac d'Aude (Julien Langumier).

Il semble alors plus justifié de mentionner un troisième thème majeur de ce livre, celui de la polyvalence des risques et des catastrophes : ils « contribuent à la dynamique territoriale par de nombreux aspects » (Marie Augendre, p. 196). On remarquera au passage, une fois de plus, combien, avec ce type d'approche, la segmentation entre les types de risques devient encore plus contestable, réductrice. Là encore, toutes les contributions « invitent à penser le risque comme un élément participant activement, intrinsèquement, aux transformations territoriales » (Valérie November, p. 34), ou comme une « variable de développement » (Julien Rebotier, p. 94). Le risque, et la catastrophe, qui ne sont pas synonymes, n'ont forcément pas les mêmes significations, ils ne peuvent être assimilés à de simples facteurs de dommage, et encore moins dans l'absolu. Nous retombons sur une question majeure : quel risque, ou quelle catastrophe, et pour qui ? Si, selon Marie Augendre, la « catastrophe heureuse » (p. 189) est envisageable, parce qu'associée à des « aubaines » (p. 200) possibles, elle ne l'est forcément pas pour tous.

Ces différents thèmes majeurs, qui ne peuvent pas être présentés de manière plus développée dans le cadre de ce compte-rendu, sont donc tous liés. Il nous semble qu'ils livrent un ensemble très cohérent, qui peut effectivement justifier le projet comme le livre qui en tient lieu de support. L'approche défendue ici n'est pas totalement méconnue par des pans entiers de la bibliographie, par exemple sur l'incertitude (Godard *et al.*, 2002). La « connexité » que promeut Valérie

November est par essence très proche des chercheurs qui valorisent l'analyse systémique, voire des théories de la complexité (Dauphine, Provitolo, 2007). On pourra d'autant plus souscrire à l'intérêt d'une lecture « écosystémique » de la question (Julien Grisel, p. 249) qu'il existe au moins une école de pensée qui la promeut, celle de *resilience alliance* (Gunderson, Holling, 2002 ; Walker, Salt, 2006). Enfin, la territorialisation des risques recompose les raisonnements menés par un ensemble de chercheurs en Amérique latine, comme le mentionne d'ailleurs Julien Rebotier à propos de la construction sociale des risques et des travaux de Virginia Garcia-Acosta (2005). Il n'empêche que ces différentes approches, et là encore l'exhaustivité est clairement utopique, laissent certainement de la place pour l'entreprise que cherche à développer Valérie November. Les différentes contributions ne les méconnaissent d'ailleurs pas nécessairement.

On souhaite donc tout le succès possible à ce livre, qui porte sur un domaine très travaillé, et très peu consensuel. En effet, gérer et comprendre les risques donne lieu, ce qui est légitime, à de nombreuses approches, qui ne sont pas nécessairement compatibles entre elles. Un problème classique qu'a pu relever, entre autres, Morin (1977). L'auteur de ce compte-rendu a piloté le groupe de recherche interdisciplinaire sur les risques, au Cnrs, de 2005 à 2011. Il a pu directement vérifier l'intensité des disparités méthodologiques et conceptuelles entre, par exemple, ces deux disciplines qui se penchent sur les risques que sont l'économie et la sociologie (Pigeon, 2012). Plus même, il existe une réelle volonté de dépasser le couple aléa-vulnérabilité : il domine pourtant encore très largement dans les définitions du risque que promeut la bibliographie, notamment anglo-saxonne (Wisner *et al.*, 2004). Et force est de reconnaître qu'on ne tarde pas à retrouver l'aléa en position centrale, très souvent présumé naturel de surcroît, dans les conceptions qu'ont des risques nombre de gestionnaires, et de chercheurs, sans qu'il s'agisse nécessairement de chercheurs en sciences de la terre. On sait en effet combien cette approche hypersegmentée du risque, très tournée vers la prévention technique des dommages, sert de nombreux lobbies, à différentes échelles, tout en restant bien plus immédiatement abordable, mobilisable, par l'effort de réflexion. Les grilles de lecture rassemblées ici par Valérie November peuvent donc certainement contribuer à éclairer cette question déjà ancienne, mais qui reste plus que jamais d'actualité. Une raison qui permet de justifier que l'on puisse en recommander vivement la lecture.

Valérie November, Marion Penelas, Pascal Viot (dir.), [Habiter les territoires à risques](#), Lausanne, [PPUR](#), 2011.